

On ne saurait voir une chose clairement si on ne l'a pas d'abord bien conçue. Chacun doit dans sa vie privée se conformer à certaines règles, adopter certaines attitudes, malgré ce qu'a dit le ministre aujourd'hui, c'est-à-dire qu'il était préférable de ne pas se donner de règles—j'espère reproduire fidèlement sa pensée—de plan ou de programme rigide pour l'avenir, mais de s'attaquer aux problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentent.

C'est la recette tout indiquée pour aboutir au chaos que de s'attaquer aux problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentent—surtout dans un monde et une société aussi complexes que les nôtres. Il y a des chances pour que le gouvernement soit obligé de se charger d'une bonne partie des investissements, de la planification et du travail, mais sans cette planification, il n'y a pas d'avenir ni pour la science ni pour le développement de l'industrie secondaire.

Si les députés, y compris les membres du parti conservateur-progressiste, veulent bien faire un retour sur le passé, ils verront que presque tous les importants investissements du secteur industriel et scientifique chez nous ont été des investissements publics. Chaque fois, ce n'est que lorsqu'un gouvernement a constaté l'urgence d'une situation que nous avons pu obtenir les investissements voulus pour l'industrie et pour les sciences.

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, je voudrais, comme mon préopinant, adresser des félicitations au parrain de la motion dont la Chambre est saisie, un jour de subsides, motion qui blâme le gouvernement pour son absence de politique cohérente dans le domaine scientifique et technologique.

Monsieur le président, c'est un fait malheureux à constater, mais c'est quand même un fait que l'on doit regarder de façon réaliste. On ne peut vraiment pas dire qu'au Canada, l'avenir scientifique, l'évolution technologique est assurée par un leadership du gouvernement fédéral dans ce domaine. Des études antérieures ont déjà fait l'inventaire des efforts faits par le gouvernement dans le domaine scientifique et technologique, mais les conclusions qui ont été publiées relatives à la politique scientifique au Canada sont «sur les tablettes». Ces études accumulent la poussière, et là comme ailleurs, c'est l'inaction.

● (1610)

Cette motion présentée par l'honorable député de Calgary-Centre (M. Andre) remet en cause beaucoup de choses, monsieur le président, contrairement à ce qu'on peut y lire. Cette motion, d'une part, blâme le gouvernement pour son absence de politique cohérente, mais d'autre part, elle l'encourage surtout à prendre des mesures efficaces, financières et autres, relativement à la recherche technologique et scientifique au Canada, et ceci en vue d'aider la population canadienne.

Je me contenterai, monsieur le président, pour ne pas retenir davantage l'attention de la Chambre, de poser quelques questions au ministre. Lorsqu'on parle d'évolution de la science et de la technologie au Canada, peu importe ce que nous faisons présentement dans ce domaine, il est une question qui vient immédiatement à l'esprit: L'automatisation est avec nous pour y demeurer, c'est-à-dire qu'on ne peut pas retourner au pic et à la pelle sous prétexte d'employer tous les travailleurs au Canada. Donc, de plus en plus la machine va remplacer l'homme dans les usines, primaires, secondaires ou tertiaires. Est-ce que ce gouvernement, qui, à entendre l'honorable ministre, a une politique cohérente sur le plan scientifique, alors

Science et technologie

que ce gouvernement a prévu un mécanisme de sécurité de revenu pour l'individu qui se verra remplacé progressivement par la machine, s'est posé des questions sur les répercussions de l'usage de la science envers les humains, envers les citoyens canadiens?

Je pense que cela c'est une première priorité et, à ma connaissance, le gouvernement n'a aucune politique de sécurité de revenu. D'autant plus que si l'on se réfère à ce que disait l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde), encore tout récemment, c'est devenu une phobie que tout le monde travaille au Canada, une sorte de régime d'esclavage. Peu importe ce que vous faites, l'important c'est de travailler pour légitimer un revenu, ce qui va complètement à l'encontre de ce que disait lui-même tantôt le ministre responsable des Sciences et de la Technologie au Canada (M. Drury).

Il va falloir qu'on prévoie l'établissement d'un mécanisme de revenu. Je vais passer rapidement là-dessus. Je voudrais rappeler au ministre qui m'écoute présentement de relire les *Débats* de la Chambre. Dernièrement, le Parti Crédit Social du Canada présentait une motion encourageant les industries à donner à leurs employés une part des bénéfices de l'usine, justement pour améliorer notre production et notre qualité de production. Il faudra prévoir l'établissement de mécanismes semblables dans les cas où l'homme est remplacé par la machine. Tout le monde sait que nous nous orientons vers une société ou une civilisation de loisirs, et que le travail n'est pas une fin en soi mais uniquement un moyen, bien piètre cependant, de se procurer un revenu.

Ceci dit, monsieur le président, il existe, dans ma circonscription comme dans d'autres, plusieurs industries. Chez moi domine le meuble et le textile. Nous avons une fonderie extrêmement importante, la Fonderie Sainte-Croix. Il y a bien d'autres usines, de bateaux ou de maisons mobiles, mais particulièrement de textile et de meubles.

Le ministre sait comme moi qu'il s'agit là de genres d'industries qui emploient une très grande quantité de travailleurs, et que c'est ce genre d'industries qui profiteraient le plus de la technologie, de la recherche scientifique.

Or, monsieur le président, lorsque je discute, comme je l'ai souvent dit à la Chambre, avec des industriels de chez nous, je constate que tout le monde se plaint du manque d'aide ou de conseils du gouvernement ou des spécialistes du gouvernement pour améliorer leur production, non pas nécessairement en quantité, mais en qualité. Ces industriels aimeraient moderniser leurs usines, améliorer leur production et leur équipement. Le gouvernement, plutôt que de s'attaquer à ce problème, plutôt que d'encourager vraiment la recherche, a éludé le problème, et par l'entremise d'un ministère qu'il a créé, celui de l'Expansion économique régionale, il donne une subvention à l'usine afin que celle-ci se modernise ou s'agrandisse. Ceci ne signifie pas pour autant, monsieur le président, qu'on va accroître la qualité de la production ou la diversifier puisque ces subventions sont données uniquement comme premier critère sur le nombre d'emplois créés et non pas nécessairement sur la qualité de la production.

Je pense qu'au niveau du ministère de l'Expansion économique régionale un effort pourrait être fait pour utiliser ces subventions, au moins en partie, aux fins d'encourager dans chaque usine des services de recherche permettant d'accroître la production, tant en qualité qu'en quantité, et surtout de la diversifier. Plusieurs usines produisent sans nécessairement avoir l'occasion de diversifier leurs pro-